

Jean-Pierre POTIER, *Léon Walras, économiste et socialiste libéral. Essais*

Philippe Steiner



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ress/7261>

DOI : 10.4000/ress.7261

ISBN : 1663-4446

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 21 mai 2021

Pagination : 245-248

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Philippe Steiner, « Jean-Pierre POTIER, *Léon Walras, économiste et socialiste libéral. Essais* », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 59-1 | 2021, mis en ligne le 21 mai 2021, consulté le 25 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ress/7261> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.7261>

Ce document a été généré automatiquement le 25 mai 2021.

© Librairie Droz

Jean-Pierre POTIER, *Léon Walras, économiste et socialiste libéral. Essais*

Philippe Steiner

RÉFÉRENCE

Jean-Pierre POTIER, 2019, *Léon Walras, économiste et socialiste libéral. Essais*, Paris, Classiques Garnier, 564 p.

- 1 Historien de la pensée économique réputé, membre éminent du collectif qui a édité les *Œuvres complètes d'Auguste et Léon Walras* (14 volumes parus chez Economica entre 1984 et 2005), et de celui qui édite les *Œuvres complètes de Jean-Baptiste Say* (5 volumes parus à ce jour sur les 10 prévus, chez Economica), Jean-Pierre Potier propose dans cet ouvrage un tour d'horizon de l'œuvre de Léon Walras. Au lieu de se limiter, comme cela a été beaucoup fait par les économistes du XX^e siècle, à la théorie de l'équilibre général présentée dans les *Éléments d'économie politique pure* (vol. 8 des *Œuvres complètes*), Potier présente l'ensemble de l'œuvre économique, en donnant toute son importance aux questions méthodologiques, socio-historiques et politiques de l'œuvre du grand économiste français de la seconde moitié du XIX^e siècle.
- 2 À l'exception du dernier chapitre, l'ouvrage est composé d'une série d'articles et/ou de conférences que l'auteur a présentés et publiés entre 1988 et 2014. Le recueil a donc les inconvénients qui en découlent comparativement à ce que serait une biographie intellectuelle rédigée et conçue comme telle. Certains chapitres s'attardent sur des sujets que l'on peut qualifier de mineurs – les achats d'ouvrages à la bibliothèque de l'université de Lausanne, la première réception de l'œuvre en Italie – face aux vides que le recueil laisse ouverts. En effet, il n'y a pas de présentation des *Éléments d'économie politique pure*, des *Études d'économie appliquée* ni des *Études d'économie sociale*. Il est donc préférable de connaître un peu l'œuvre de Walras pour tirer pleinement profit du recueil – à celles et ceux qui souhaiteraient se rafraîchir la mémoire, il est conseillé de lire les chapitres 4 et 9 qui présentent la structure des enseignements d'économie

politique pure et d'économie appliquée et sociale. Si le rapport aux économistes libéraux est bien documenté, celui aux socialistes présente des lacunes, avec l'absence marquée du rapport de Walras à Proudhon, qui est pourtant l'occasion de l'écriture d'un ouvrage spécial (*L'Économie politique et la justice*, 1860).

- 3 L'ouvrage est divisé en cinq parties, suivies par une imposante bibliographie de cinquante pages et de deux très utiles index (nominal et thématique). La première est consacrée à la filiation intellectuelle entre deux économistes, le père (Auguste Walras) et le fils (Léon Walras), ainsi qu'à la classification des sciences que Walras fils va utiliser. C'est là une bonne et solide entrée en matière, même si la formation initiale de Léon Walras reste dans l'ombre, à part quelques remarques dispersées au chapitre 2 (p. 124 et suivantes) sur ses échecs à l'école des Mines. L'étude méticuleuse de la classification des sciences met bien en évidence ce que Potier appelle le « socle », à savoir la distinction de trois niveaux dans l'économie politique avec l'économie politique pure qui s'intéresse à la détermination des prix sous un régime idéal de concurrence parfaite, l'économie appliquée qui s'occupe de la production afin d'atteindre à l'abondance et l'économie sociale en charge de la répartition et de la justice. Cette dernière fait charnière avec les deux autres dimensions de la science sociale, la théorie de la famille et celle du gouvernement.
- 4 La deuxième partie examine quelques éléments du grand œuvre – la théorie de l'équilibre général – et sa première réception en France et en Italie. C'est l'occasion de comprendre les différences entre l'équilibre général et d'autres contributions à l'économie mathématique, notamment celle de Stanley Jevons. Par ailleurs, Potier montre l'élaboration progressive du cours d'économie politique pure et présente très clairement au chapitre 6 la conception que Walras se faisait de la concurrence pure et parfaite, selon ses différents niveaux d'organisation, la bourse des valeurs étant alors sa meilleure expression. Cette partie de l'ouvrage pose la question de savoir si l'économie politique pure de Walras est ou non normative. L'auteur incline plutôt à la négative, mais les nombreuses citations qu'il donne laissent à penser que la dimension normative est très présente. Walras considère que son œuvre doit permettre de se rapprocher de l'idéal (p. 159) et qu'à l'équilibre les échangistes ont atteint les vrais prix (p. 173), deux formulations dont la dimension normative est forte. Le chapitre 7 montre combien la réception de cette théorie mathématique de l'économie a été difficile, y compris auprès d'économistes dont la formation polytechnicienne les mettait en capacité de suivre l'argumentation mathématique. Les uns se détournaient au motif que l'on ne met pas la liberté humaine en équation (Émile Levasseur, Louis Wolowski, Émile Cheysson), d'autres parce que l'on ne peut mesurer l'utilité (Hermann Laurent), d'autres encore parce qu'ils accordent plus d'importance à l'équilibre partiel (Clément Colson). Il n'y a eu finalement que deux disciples français de Walras : Étienne Antonelli et Albert Aupetit. Vilfredo Pareto est un cas à part : comme on le sait, il est le continuateur majeur de l'approche mathématique en économie pure, mais prend ses distances avec Walras sur la méthode de la science – Pareto est un défenseur affirmé de la méthode expérimentale – et rejette l'idée même d'économie sociale.
- 5 Les deux parties suivantes se penchent sur la question de l'enseignement de l'économie politique et la critique des économistes libéraux et des socialistes français. Le chapitre 9 décortique les enseignements que Walras consacre à l'économie appliquée et à l'économie sociale. C'est une utile présentation sommaire de ces deux volets de l'économie politique qui doivent être étroitement associés à l'économie politique pure,

comme le montre la classification des sciences économiques de Walras. De l'avis de Walras, et on ne saurait lui donner tort, l'enseignement tel qu'il a lieu en France, autour de quelques chaires – Collège de France, Conservatoire des arts et métiers – est monopolisé par les économistes libéraux. C'est une science aisée, trop aisée, puisqu'il suffirait, dit Walras dans son article de 1876 sur l'application des mathématiques à l'économie, de quelques morceaux de sucre et d'une matinée pour apprendre à un perroquet à répéter « laisser-faire, laisser-passer ». Plus sérieusement, Walras pense que cet état déplorable provient de l'incurie intellectuelle et pratique de la classe dominante qui s'abrite derrière l'État et les protections douanières (p. 263). Walras règle ses comptes vis-à-vis d'économistes qui, selon lui, ne font pas progresser la science comme il le fait, et qui le bloquent dans ses espoirs de carrière. La critique des économistes libéraux n'est probablement pas le meilleur de l'œuvre : Potier laisse clairement entendre que Walras s'installe dans la polémique, voire exhale sa rancœur (p. 337, 351). La critique des socialistes comme Louis Blanc ne vaut pas toujours mieux. Les saint-simoniens sont mieux traités, sans doute parce que le père de Léon les a fréquentés de près, mais aussi parce que, comme le rappelle Potier, Walras réagit à une longue discussion avec l'un d'entre eux, le polytechnicien Charles-Joseph Lambert en 1860. Ce dernier admettait que la libre concurrence permettait de définir les prix et les quantités, mais que l'on n'avait pas démontré que c'étaient là les seules grandeurs possibles (unicité de l'équilibre), ni qu'elles étaient les meilleures possibles (optimalité). « Évidemment, rapporte Walras dans un texte écrit plus de trois décennies plus tard, il fallait prouver que la libre concurrence procure le maximum d'utilité. J'étais renvoyé à l'économie mathématique [...]. En effet, le nœud de la question était bien là [l'impossibilité de la mesure de l'utilité], et c'est la fonction d'intensité du dernier besoin satisfait par une quantité consommée de marchandise, déjà trouvée par Gossen, que Jevons cherchait dès lors, et que j'ai trouvée moi aussi dix ans plus tard qui l'a dénouée » (p. 373). Une citation qui, en s'appuyant sur la notion de mathématique de maximum, rajoute encore une touche de normativité au projet walrassien. Enfin, le chapitre 13 que Potier consacre à l'activité de Walras à la direction du journal *Le Travail* au cours des années 1866-1868, montre combien la question de l'association était alors importante pour les économistes, y compris les libéraux comme Léon Say avec lequel Walras œuvre alors de concert dans ce journal. La tentative ne durera pas longtemps : Walras voyait dans l'association un problème économique (association de capitaux) alors que ses associés dans l'aventure journalistique la concevaient comme un problème social (association de personnes).

- 6 Les quatre chapitres de la cinquième et dernière partie traitent essentiellement de questions relatives à l'économie appliquée : organisation du marché du travail, le rachat des terres par l'État et la suppression de l'impôt, la place des monopoles. Walras rejette la pratique de la grève qui se retourne contre les travailleurs et ne suit pas la proposition de Gustave de Molinari d'une série de bourses du travail à même de donner plus de fluidité au marché du travail. Walras prône une organisation de ce marché sous l'égide de l'État pour ce faire, mais il ne va pas plus loin et s'oppose à l'État social bismarckien naissant. La proposition du rachat des terres comme moyen d'abolir progressivement l'impôt puisque l'État profiterait de la hausse inéluctable de la rente en raison de la rareté croissante des terres, a été un point marquant de l'économie appliquée walrassienne. Très critiquée à l'époque par les économistes, cette mesure demandait de l'avis de Walras lui-même pas moins d'un à deux siècles pour être parachevée (p. 443). Le dernier chapitre traite d'une exploration que Walras a faite

dans le domaine de la théorie du gouvernement. Rallié au suffrage universel après 1848, Walras en a été déçu en raison de l'instabilité qui en résultait. Dans les années 1890, il s'est rapproché des penseurs belges (Adolphe Prins, Prosper de Haulleville, Guillaume de Greef) qui se prononçaient en faveur d'une représentation fondée sur les intérêts professionnels, dont on sait qu'elle correspondait également aux idées développées par le jeune Émile Durkheim à l'occasion de ses enseignements.

- 7 L'ampleur des sujets couverts par l'essai de Potier est considérable. En attendant une pleine et entière histoire intellectuelle du grand économiste français de l'université de Lausanne, l'ouvrage doit être tenu comme lecture indispensable pour toute personne cherchant à s'informer sur l'œuvre de Walras, pour peu qu'elle ne se contente pas de chausser les lunettes étroites des économistes. Lunettes paradoxales qui ne permettent pas d'aller au-delà du déchiffrement des équations de l'équilibre général au moment où ces dernières ont perdu l'essentiel de leur portée depuis les travaux des théoriciens (Gérard Debreu, Rolf Mantel, Hugo F. Sonnenschein) de l'équilibre général des années 1970 montrant que même dans des conditions idéales de concurrence, un système d'enchères walrasien ne permet pas d'atteindre un équilibre unique et stable.

AUTEURS

PHILIPPE STEINER

Paris, Sorbonne Université